



les recherches dans la géographie mal g

Certes, des géographes étrangers (et surtout français) ont travaillé sur Madagascar avant la création de l'Université de ce pays. Il n'est pas question de minimiser l'importance des résultats qu'ils ont obtenus ; on peut même saluer, particulièrement les réalisations de ceux qui ont déployé d'intenses activités géographiques au sein du Centre Orstom de Tananarive fermé à la fin de 1973 (1).

Mais tout compte fait, on peut dire que c'est bien l'Université de Madagascar, avec son Laboratoire de Géographie de Tananarive, créé en 1961, et son jeune Département de Géographie du Centre Universitaire Régional de Tuléar (fêtant bientôt sa cinquième année) qui a constitué et qui constitue encore le pivot des activités de

recherches en matière de géographie. En effet, par sa vocation, ce laboratoire a vu, depuis vingt ans, s'élaborer en son sein les recherches de géographie les plus significatives tout en dispensant un enseignement supérieur destiné à ceux qui sont appelés à devenir professeurs d'histoire et géographie dans l'enseignement secondaire. Il n'est pas possible de faire un bilan détaillé des recherches accomplies depuis deux décennies dans le cadre de cet article. Mais il convient, sans doute, de tenter, à présent, de faire une mise au point sur les principaux aspects des recherches passées, ainsi que sur les difficultés et problèmes de tous ordres que rencontrent actuellement les géographes chercheurs, ou plus exactement les géographes enseignants-chercheurs, comme les définissent les textes officiels. Il est nécessaire de



gache : bilan, problèmes et perspectives

noter d'emblée que difficultés et problèmes sont les conséquences des mutations profondes que Madagascar connaît depuis l'année 1972, notamment dans les domaines scolaire et universitaire. De ce fait, et malgré leur gravité, ils sont annonciateurs d'une géographie malgache qui, on peut l'espérer, sans renier les apports scientifiques du passé, sera davantage au service des besoins de progrès du pays.

vingt ans de recherches : surtout des thèses...

Pour ces deux décennies, trois points méritent d'être soulignés. D'une part, les thèmes abordés

par les chercheurs couvrent pratiquement tous les domaines de la géographie malgache, avec cependant des secteurs privilégiés différents, selon le niveau de recherches.

D'autre part, les recherches entreprises ont été des recherches strictement individuelles, définies (parfois expressément) par leurs auteurs, comme appartenant à la recherche fondamentale. Et effectivement, il s'agit de thèses de grande valeur scientifique dont certaines font autorité sur le plan international. Enfin, et malgré cette orientation générale indiscutable, le souci d'être utile, bien que timide, n'a pas été totalement absent des préoccupations des géographes.

Concernant les deux premiers points, il n'est pas exagéré d'affirmer que l'essentiel des activi-

tés de recherches a visé la réalisation de thèses d'État ou de troisième cycle ainsi que de nombreux articles pour le personnel enseignant du Laboratoire de Géographie, la confection de diplômes d'études supérieures et de mémoires de maîtrise pour les étudiants avancés.

Sept thèses d'État ont été réalisées au sein du Laboratoire de Géographie depuis son existence (2) : cinq d'entre elles traitent de la géographie physique (quatre de morphologie, une de climatologie), et deux de géographie humaine. Cette proportion indique clairement le domaine qui a eu la faveur du plus grand nombre de géographes au niveau de la thèse d'État, considérée comme la consécration suprême des activités de recherches dans le système en vigueur à l'Université de Madagascar.

Plusieurs faits peuvent expliquer cette prédilection pour la géographie physique. On peut évoquer la formation personnelle de chacun des géographes : cela est cependant à nuancer car deux, sinon trois (3), des chercheurs qui ont soutenu une thèse d'État de géographie physique, ont auparavant, et en terre malgache, montré leur parfaite aptitude en géographie humaine, en soutenant une thèse de troisième cycle dans ce domaine (3). Mais l'explication principale réside peut-être dans le fait qu'il s'agit exclusivement de géographes français, et à cet égard étrangers. Ceux d'entre eux tentés par la géographie humaine ont-ils finalement reculé devant le handicap de la langue (qu'ils auraient pu cependant dépasser), ou plutôt devant l'inévitable engagement (politique) qu'aurait nécessité l'examen approfondi de questions humaines, économiques ? De ce point de vue, et compte tenu du contexte politique malgache, on peut comprendre la prédominance de la géographie physique dans les recherches par rapport à la géographie humaine ou économique de haut niveau : il est évident en effet que celle-ci n'entraîne pas le chercheur à prendre position par rapport au régime politique en place...

Comme pour établir l'équilibre entre la traditionnelle division géographie physique et géographie humaine, neuf thèses de troisième cycle ont été préparées et conduites à leur terme au sein du Laboratoire de Géographie : elles traitent toutes de géographie humaine et économique (4). Notons aussi que les quatre géographes français auteurs de thèses de troisième cycle les ont soutenues avant 1972, les cinq géographes malgaches ayant soutenu après cette date. Par ailleurs — et c'est peut-être le fait le plus significatif — aucun géographe malgache n'a soutenu de thèse de troisième cycle de géographie physique. Il est difficile d'expliquer cette

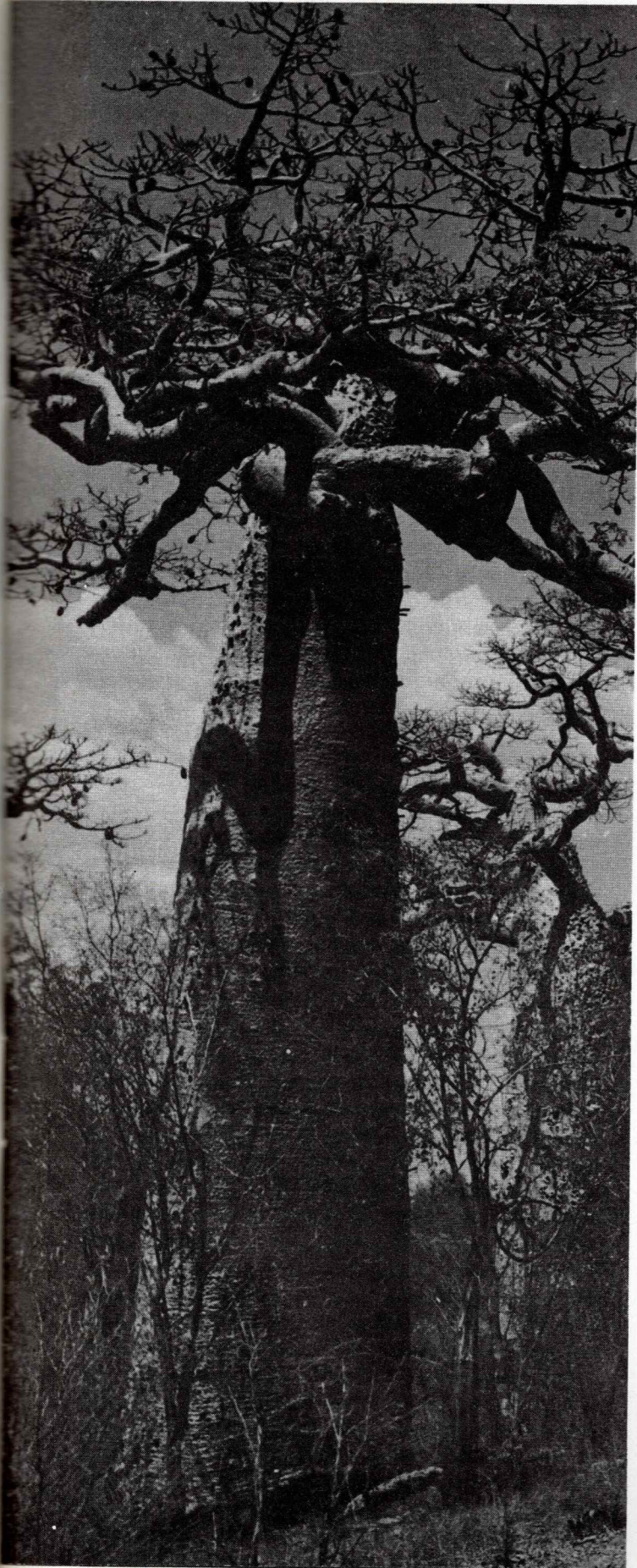
absence totale de la géographie physique à ce niveau : résulte-t-elle de la formation ou de l'option mûrement réfléchie de chaque géographe malgache enclin à engager sa science dans le débat fondamental que vit le pays depuis 1972 ? Aucune réponse sûre ne peut être avancée, car, d'une part l'un de ces géographes nationaux entreprend actuellement une thèse d'État de géographie physique (5), et, d'autre part, on doit noter que la volonté de promouvoir une géographie engagée dans la lutte idéologique et politique ne s'exprime que chez un seul d'entre eux (6), et ne semble par partagée, tant s'en faut, par les autres...

En tout cas, les thèses de troisième cycle comme les thèses d'État, œuvres individuelles par excellence, ont cherché à se situer dans la sphère des recherches fondamentales, et se sont fort peu soucies de l'impact qu'elles pourraient avoir pour la transformation positive de l'espace, ou sur la vie des hommes qu'elles étudiaient. On pourrait en dire autant de la vingtaine de Diplômes d'Études Supérieures ou mémoires de maîtrise délivrés par le Laboratoire de Géographie, partagés presque à égalité entre la géographie humaine et économique, d'une part, et la géographie physique, d'autre part.

Il serait cependant quelque peu inexact, et surtout injuste, de soutenir sans nuance que 20 ans de recherches universitaires en géographie ont conduit simplement à de brillantes thèses, ou d'excellents articles publiés, notamment par la réputée « Madagascar : Revue de Géographie » du Laboratoire de Géographie, mais inutiles pour le pays. Car les enseignants-chercheurs, dans la mesure où les structures administratives et les faibles moyens à leur disposition le permettant, n'ont pas hésité à tenter de faire œuvre utile.

A cet égard, la réalisation de l'Atlas de Madagascar, en 1971, a été une réussite totale. Cet Atlas constituait en effet un bilan exhaustif et cartographié des connaissances géographiques sur le pays. C'était en son temps un instrument utile, voire indispensable, pour tous ceux qui avaient pour mission de développer ce pays : il demande actuellement à être remis à jour, pour être de nouveau utile et indispensable.

On pourrait également signaler, car allant dans le même sens, les trois contrats signés avec différents organismes publics. Le premier l'a été en 1968 avec le Ministère de l'Agriculture et a concerné l'Atlas des Grandes Opérations. Le second a été établi avec le Service de l'Aménagement de l'Urbanisme et de l'Habitat en 1973, et concernait l'étude de trois petites villes : Betafo, Faratsiho et Manjakandriana. Enfin, le dernier fut



signé avec le Service Géologique en 1975 et avait trait à l'étude des sites, à Guano dans l'ouest du pays.

Ces quelques travaux, qui appartiendraient au domaine de la géographie appliquée, sont de manière incontestable directement utilisables : objectivement, ils sont cependant trop peu importants par rapport aux thèses et articles scientifiques, objets principaux des activités de recherches au sein du Laboratoire de Géographie.

Un tel constat n'est ni un reproche, ni une accusation, encore moins une condamnation pour les chercheurs qui se sont succédé au Laboratoire de Géographie. Il est la simple expression de l'orientation d'ensemble du pays pendant cette période, orientation d'ensemble qui a conçu l'Université de Madagascar sur le modèle français d'alors.

Et comme cette orientation d'ensemble est remise en cause, on comprend que ce constat porte en lui-même, au moins en partie, les problèmes actuels de la recherche en matière de géographie.

vers la naissance d'une « école géographique malgache » : problèmes et perspectives

L'école géographique malgache se façonne dans les nouvelles conditions créées par la volonté de changement adoptée par le pays à partir de mai 1972 (7) et surtout juin 1975 (7). Elle rencontre des difficultés importantes qui dépassent, dans certains cas, la compétence des seuls géographes, et de ce fait les perspectives d'un véritable épanouissement, pour être certaines, sont encore lointaines.

la volonté nationale de changement

En décembre 1971, l'Université de Madagascar, jusqu'alors financée par les autorités françaises, est prise en charge par la République Malgache. Matériellement, ce changement correspond à une diminution des moyens tout à fait compréhensible, compte tenu des possibilités du pays.

A partir de mai 1972, et jusqu'à maintenant (1981), les projets de restructuration de l'Univer-

sité, tant sur le plan de l'enseignement que sur celui des recherches, se multiplient sans aboutir, créant une situation transitoire prolongée, génératrice de difficultés. Pourtant, le principe général est clairement énoncé depuis 1975 : l'Université doit être au service du développement du pays, un développement désormais planifié avec des secteurs prioritaires.

les difficultés de la géographie

Elles concernent d'abord la faiblesse des moyens financiers mis à la disposition du Laboratoire de Géographie, alors que les besoins augmentent. En effet, à partir de 1972, les enseignants-chercheurs français voient leur nombre diminuer d'année en année (8), tandis que celui des nationaux augmente rapidement. Or, ceux-ci, à cause de leur situation matérielle antérieure, ne sont pas parvenus à finir leurs thèses de troisième cycle : c'est au Laboratoire de Géographie qu'ils comptent les terminer, alors que celui-ci ne peut les soutenir que faiblement. Cette insuffisance de moyens matériels, née en 1972, constitue encore aujourd'hui un handicap de première grandeur pour les recherches de géographie ; mais elle ne constitue sans doute pas la plus importante des difficultés...

Car celles-ci concernent ensuite, et surtout, l'orientation même des recherches. Depuis 1975, après la proclamation officielle d'une Université au service du développement du pays, les enseignants-chercheurs, notamment en géographie, attendent les directives des autorités universitaires sur les recherches à entreprendre, y compris pour leur thèse d'État ou de troisième cycle. Ces directives ne sont pas encore venues et les géographes engagés dans les structures antérieures se trouvent quelque peu en porte-à-faux, la plupart se sentant réellement mal à l'aise. Être utile à son pays en étant géographe n'est pas chose facile à l'heure actuelle à Madagascar, puisque tous les géographes malgaches n'ont pas la puissance de caractère des pionniers ; ils sont en droit de se poser des questions : au niveau de la recherche, faut-il continuer dans la voie précédente des seules recherches fondamentales officiellement critiquée, ou faut-il simplement arrêter et attendre les nouvelles directives qui ne viendront qu'avec la restructuration globale et définitive de l'Université, et l'élaboration d'une politique cohérente de l'ensemble des activités des recherches ?

Pour en finir avec les difficultés, il faut enfin noter qu'à ces interrogations inquiètes et légitimes concernant les recherches s'ajoutent les problèmes posés par les bouleversements de l'enseignement de la géographie dans le secondaire. Non seulement les programmes y ont été radicalement changés, mais en plus, le malgache y est devenu langue d'enseignement jusqu'en classe de troisième, voire en classe de seconde dans certains établissements... De ce fait, la formation des professeurs de géographie de l'enseignement du secondaire doit être revue dans les meilleurs délais.

Cette nécessaire remise en cause de l'enseignement de la géographie à l'Université, acceptée ou rejetée par les géographes, implique de toute façon l'instauration d'échanges de points de vue, de discussions et de débats. Ces débats entre géographes malgaches sur leur propre discipline constituent en fait une donnée nouvelle et importante. Car, bien que ces débats soient toujours confus, souvent houleux et parfois déchirants, ils contribuent malgré tout à ouvrir les perspectives pour la naissance d'une école géographique malgache.

les perspectives

Elles se dessinent progressivement à travers les solutions adoptées un peu empiriquement, il est vrai, faute de politique d'ensemble, pour résoudre les différents problèmes qui se posent au Laboratoire de Géographie.

Ainsi les géographes malgaches entendent-ils assumer pleinement la tradition scientifique de la période précédente : ils veulent maintenir à tout prix le haut niveau des recherches, et c'est là que se trouve l'essentiel de ce dont ils ont hérité. De ce fait, ils veulent bénéficier du concours des grands spécialistes étrangers qui, par le système des missions de durées différentes, viennent animer des séminaires ou donner des cours au Laboratoire de Géographie de Tananarive ou au Département de Géographie du Centre Universitaire Régional de Tuléar. En outre, ils tiennent à perpétuer l'excellente réputation scientifique internationale de « Madagascar : Revue de Géographie ». Pour cela, ils s'efforcent, dans la mesure des moyens offerts par le Fonds d'Aide et de Coopération (F.a.c.), et tout récemment aussi par l'Établissement d'Enseignement Supérieur des Lettres de Tananarive lui-même (auquel appartient le Laboratoire de Géographie), d'aller se perfectionner auprès des plus grandes univer-

sités étrangères. En un mot, dans leur esprit, école géographique malgache signifiera nécessairement au moins, recherches scientifiques de haut niveau...

Sur un autre plan, et sans attendre les directives officielles en la matière, les géographes malgaches ont demandé et obtenu la mise en œuvre depuis 1979 de séminaires de Diplôme d'Études Approfondies (D.e.a.), destinés à former sérieusement les futurs enseignants-chercheurs.

Enfin, il va sans dire que les géographes malgaches, bien qu'étant engagés dans des recherches individuelles de longue durée à cause de l'absence de politique officielle (9), acceptent pleinement d'inscrire leurs recherches dans la voie que traceront les autorités universitaires et politiques, si cette voie leur permet de mener un travail scientifique qui, de plus, serait utile au développement de ce pays, leur pays... Mais il est vrai que cela ne dépend pas d'eux.

pour conclure...

Mettre en œuvre une géographie ayant un haut niveau scientifique qui s'inscrirait dans une recherche désormais globalement planifiée en fonction des besoins de développement de Madagascar, telle est la volonté qu'anime la plupart de ceux qui composent la jeune école géographique malgache en voie de constitution. Tel est l'objectif qu'ils s'assignent. Mais pour l'heure, les problèmes de tous ordres bouchent l'horizon et éclairent avantagement la pratique passée des recherches de géographie à Madagascar. La longueur de la période de transition, ainsi que les complications qui président à la naissance d'une géographie malgache obligée d'innover dans ses finalités, tout en sauvegardant l'héritage scientifique peuvent conduire certains à l'indifférence, d'autres encore à la volonté d'un retour pur et simple au passé.

Toutefois, la patience, le pragmatisme, la vigueur exprimée parfois dans des revendications précises, dont ont déjà fait preuve la plupart des géographes malgaches, permettent raisonnablement de penser qu'à terme ils approcheront de leur objectif.

Gabriel RABEARIMANANA

Maître-assistant

Laboratoire de Géographie - Tananarive

NOTES

- (1) a) *Équipe des Géographes de l'Orstom : Madagascar — Conditions géographiques de la mise en valeur agricole — Notamment 3 cartes au 1/500 000 : valeur des unités physiques, densité de la population, infrastructures.*
- b) *RAISON (J.P.). — Enracinement et Mobilité. Les Sociétés Rurales sur les Hautes Terres Malgaches et leurs confins occidentaux — Thèse de Doctorat d'État, Paris, 1980.*
- (2) a) *BATTISTINI (R.). — L'Extrême Sud de Madagascar, étude morphologique — Thèse de Doctorat d'État, Paris, 1964.*
- b) *PETIT (M.). Contribution à l'étude des reliefs granitiques à Madagascar — Thèse de Doctorat d'État, Aix-en-Provence, 1970.*
- c) *DONQUE (G.). — Contribution géographique à l'étude du climat de Madagascar — Thèse de Doctorat d'État, Aix-en-Provence, 1972.*
- d) *MOTTET (G.). — Contribution à l'étude géomorphologique des hautes terres volcaniques du Centre de Madagascar — Thèse de Doctorat d'État, Clermont-Ferrand, 1971.*
- e) *LE BOURDIEC (F.). — Hommes et paysages du riz à Madagascar — Thèse de Doctorat d'État, Aix-en-Provence, 1974.*
- f) *ROSSI (G.). — L'Extrême Nord de Madagascar, étude géomorphologique — Thèse de Doctorat d'État, Aix-en-Provence, 1976.*
- g) *LE BOURDIEC (P.). — Villes et régionalisation de l'espace à Madagascar — Thèse de Doctorat d'État, Aix-en-Provence, 1977.*
- (3) a) *BATTISTINI (R.). — Géographie Humaine de la plaine côtière mahafaly — Thèse complémentaire de Doctorat d'État, Paris, 1964.*
- b) *DONQUE (G.). — Le Zoma de Tananarive, étude géographique d'un marché urbain — Thèse de troisième cycle, Aix-en-Provence, 1965.*
- c) *PETIT (M.). — La plaine littorale de Maroantsetra, étude géographique — Thèse de troisième cycle, Aix-en-Provence, 1967.*
- (4) a) *DOUESSIN (R.). — Géographie agraire des plaines de Tananarive — Thèse de troisième cycle, Aix-en-Provence, 1970.*
- b) *COULAUD (D.). — Les Zafimaniry, un groupe ethnique de Madagascar à la poursuite de la forêt — Thèse de troisième cycle, Tananarive, 1972.*
- c) *RANDRIANARISON (J.). — Le bœuf dans l'économie rurale de Madagascar — Thèse de troisième cycle, Nice, 1975.*
- d) *RATOVOSON (C.). — La culture sur brûlis sur la côte Est Malgache — Thèse de troisième cycle, Paris, 1976.*
- e) *RAMAMONJISOA (J.). — Antananarivo, étude géographique d'une espace urbain — Thèse de troisième cycle, Nice 1978.*
- f) *RABEARIMANANA (J.). — Les hommes et leurs activités dans la péninsule de Mahamavo (Majunga) : contribution à l'étude des relations villes-campagnes — Thèse de troisième cycle, Paris, 1978.*
- g) *RABEMANTSOA (J.L.). — La moyenne et la basse Vallée de l'Onilahy. Contribution à l'étude géographique du sud-ouest malgache — Thèse du troisième cycle, Paris 1979, ainsi que les thèses de G. Donque et M. Petit citées en note 3.*
- (5) *RANDRIANARISON (J.). — Les cyclones à Madagascar.*
- (6) *RABEARIMANANA (G.). — Géographie politique à Madagascar — Article à paraître.*
- (7) *Mai 1972 : chute du régime Tsiranana et de son Parti Social Démocrate, jugé pro-occidental. Juin 1975 : avènement du régime Ratsiraka, qui proclame le choix de la voie socialiste.*
- (8) *En 1972 : 7 enseignants français sur un total de 7 enseignants permanents. Aucun enseignant malgache. En 1980 : 3 enseignants français sur un total de 10 enseignants.*
- (9) *Il s'agit des thèses d'État.*